No. 45726

—
**France
and
Latvia**

Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Latvia on the mutual protection of classified information (with annex). Riga, 31 March 2008

Entry into force: *24 November 2008 by notification, in accordance with article 16*

Authentic texts: *French and Latvian*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 23 February 2009*

—
**France
et
Lettonie**

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lettonie concernant la protection mutuelle des informations classifiées (avec annexe). Riga, 31 mars 2008

Entrée en vigueur : *24 novembre 2008 par notification, conformément à l'article 16*

Textes authentiques : *français et letton*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 23 février 2009*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

Accord entre
le Gouvernement de la République française
et
le Gouvernement de la République de Lettonie
concernant la Protection Mutuelle des Informations Classifiées

Le Gouvernement de la République française

et le Gouvernement de la République de Lettonie,

Ci-après dénommés «les Parties»,

Se référant au Traité d'Entente, d'Amitié et de Coopération entre la République française et la République de Lettonie, signé à Paris le 2 mars 1993,

Souhaitant garantir la protection des informations classifiées échangées ou produites entre les deux Parties ou entre des organismes publics ou privés soumis à leurs lois et réglementations nationales respectives,

Sont convenus des dispositions suivantes:

ARTICLE 1
Définitions

Aux fins du présent Accord:

1. **"Informations classifiées"**: Informations, documents et matériels, quel(le) que soit leur forme, leur nature ou leur mode de transmission, élaborés ou en cours d'élaboration, auxquels a été attribué un degré de classification ou de protection et qui, dans l'intérêt de la sécurité nationale et conformément aux lois et réglementations nationales des Parties, nécessitent une protection contre toute violation, destruction, détournement, divulgation, perte ou tout accès par des personnes non-autorisées, ou contre tout autre type de compromission.
2. **"Contrat classifié"**: Contrat ou contrat de sous-traitance, dont l'élaboration et l'exécution nécessitent l'accès à des Informations classifiées ou l'utilisation et la production d'Informations classifiées.
3. **"Contractant"**: Toute personne physique ou morale dotée de la capacité juridique requise pour négocier et conclure des Contrats classifiés.
4. **"Autorité Nationale de Sécurité"** (ci-après désignée par "ANS"): Autorité nationale chargée, au nom de chacune des Parties, de l'encadrement général et de la mise en application du présent Accord.

5. **"Autorités de Sécurité Compétentes"** (ci-après désignées par "ASC"): Toute Autorité de Sécurité Désignée ou toute autre entité compétente autorisée conformément aux lois et réglementations nationales de chacune des Parties, et qui est responsable de la mise en application du présent Accord selon les domaines concernés.
6. **"Partie émettrice"**: Partie, comprenant toute personne physique ou morale soumise à ses lois et réglementations nationales, qui émet ou fournit des Informations classifiées à la Partie destinataire.
7. **"Partie destinataire"**: Partie, comprenant toute personne physique ou morale soumise à ses lois et réglementations nationales, à laquelle les Informations classifiées sont transmises par la Partie émettrice.
8. **"Partie hôte"**: Partie sur le territoire de laquelle s'effectue une visite.
9. **"Habilitation de sécurité du personnel"**: Décision de l'ANS ou d'une ASC selon laquelle un individu est habilité à avoir accès à des Informations classifiées et à manipuler ces Informations dans les limites définies par l'habilitation.
10. **"Habilitation de sécurité d'établissement"**: Décision de l'ANS ou d'une ASC selon laquelle, du point de vue de la sécurité, une installation présente la capacité physique et organisationnelle requise pour accueillir des Informations classifiées conformément aux lois et réglementations nationales.
11. **"Besoin d'en connaître"**: L'accès aux Informations classifiées ne peut être accordé à un individu que dans le cadre de l'exercice d'une fonction officielle déterminée et en vue de l'exécution d'une tâche spécifique.

ARTICLE 2

Champ d'application

Le présent Accord constitue la réglementation de sécurité commune applicable à tout échange d'Informations classifiées entre les Parties ou entre les personnes physiques ou morales soumises à leurs lois et réglementations nationales.

ARTICLE 3
Autorités Nationales de Sécurité

1. L'Autorité Nationale de Sécurité de chacune des Parties est la suivante:

Pour la République française:

Secrétariat général de la défense nationale (S.G.D.N.)
51, bd de Latour-Maubourg
75700 Paris 07 SP
FRANCE

Pour la République de Lettonie:

Nacionālā drošības iestāde
Latvijas Republikas Satversmes aizsardzības birojs
Miera iela 85 A
LV-1013 Rīga
LATVIJA

2. Les Parties se tiennent informées par voie diplomatique de tout changement significatif affectant leur ANS ainsi que leurs ASC.

ARTICLE 4
Principes de sécurité

1. Conformément à leurs lois et réglementations nationales respectives, les Parties prennent les mesures nécessaires pour protéger les Informations classifiées transmises, reçues ou produites en vertu des termes du présent Accord et attribuent à celles-ci un niveau de protection équivalent à celui accordé à leurs propres Informations classifiées nationales, tel que défini au paragraphe 1 de l'Article 5.
2. La Partie destinataire appose sur les Informations classifiées reçues sa propre classification de sécurité nationale, conformément aux équivalences définies au paragraphe 1 de l'Article 5.
3. L'accès aux Informations classifiées et aux endroits où sont stockées les Informations classifiées est strictement limité aux ressortissants des Parties auxquels a été délivrée une habilitation de sécurité appropriée et dont la fonction rend nécessaire l'accès auxdites Informations suivant le principe du Besoin d'en connaître.